

Recherches sociographiques



Alain VINET, Francine DUFRESNE et Lucie VÉZINA, *La condition féminine en milieu ouvrier*

Hélène David

Volume 24, Number 3, 1983

Populations

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056057ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056057ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

David, H. (1983). Review of [Alain VINET, Francine DUFRESNE et Lucie VÉZINA, *La condition féminine en milieu ouvrier*]. *Recherches sociographiques*, 24(3), 429–432. <https://doi.org/10.7202/056057ar>

à caractère scientifique, de reprendre le discours véhiculé par les fonctionnaires de l'État. Les affirmations de l'auteur ressemblent aux diktats d'André LABARRÈRE-PAULÉ dans son ouvrage sur *Les instituteurs laïques au Canada français*, en 1965. Les recherches récentes sur l'histoire des femmes depuis les années 1970 rendent habituellement les auteurs plus circonspects dans leurs jugements. Létourneau semble ignorer ou feindre d'ignorer les facteurs culturels, économiques et même politiques qui ont prévalu longtemps au Département de l'instruction publique favorisant une stagnation consciente du corps professoral féminin au Québec. On ne peut, bien sûr, nier la faiblesse relative d'une partie de la gent enseignante, mais encore faut-il replacer le tout dans le contexte social en fonction des exigences et des besoins de l'époque selon les lieux, les salaires offerts, la tâche à accomplir et les instruments de travail disponibles ; on aurait tort de ne juger que la qualité du personnel enseignant sans, du même coup, dégager les raisons de la longue tolérance d'une telle situation dans l'enseignement.

En conclusion, l'auteur suggère :

« Pourquoi en 1962 se retrouve-t-on avec soixante-douze écoles normales de jeunes filles, dispersées à travers la province ? Au fond, est-ce le résultat d'un contrôle rétrograde de l'Église sur l'institution scolaire ou celui d'un effort patient de longue haleine, d'un geste de suppléance dans une société qui aboutit lentement à la différenciation sociale et au plein essor économique et politique ? »

Il serait peut-être temps de commencer plutôt à s'interroger sur l'inertie de l'État en matière d'éducation : tantôt il a fait preuve de paternalisme et tantôt il a démontré son absentéisme dans certaines zones de pouvoir. Cette attitude ne faisait-elle pas totalement l'affaire des gouvernants quand ces derniers accordaient la gérance de certains domaines au clergé (écoles, collèges, etc.) mais se réservaient certains secteurs (écoles techniques, professionnelles) dont la vocation pragmatique devait répondre aux besoins des industries ? Quelle économie d'énergie et de budget pour un gouvernement que de laisser le clergé et le personnel laïque féminin accomplir la majorité des efforts et des dépenses au nom d'une mission à remplir.

Le grand mérite de l'ouvrage de Jeannette Létourneau réside dans la patiente organisation des sources abondantes, variées et éparpillées relatant l'histoire de plusieurs écoles normales de filles au Québec. Cette étude possède l'avantage d'apporter des éléments documentaires particuliers sur l'histoire de l'éducation et sur l'histoire des femmes au Québec. En général, les compilations de données et les chronologies en font un document de travail utile aux recherches ultérieures malgré un index par trop simplifié.

Marise THIVIERGE

Institut québécois de recherche sur la culture.

Alain VINET, Francine DUFRESNE et Lucie VÉZINA, *La condition féminine en milieu ouvrier*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982, 222p.

Deux cents pages qui ne sont pas à la hauteur d'un titre aussi prometteur. Une enquête portant réellement sur la condition féminine en milieu ouvrier aurait dû tenir compte, notamment, du milieu concret et des conditions réelles de travail des femmes, des politiques patronales à leur égard et de la situation des femmes au sein des rapports de pouvoir dans l'entreprise. On nous livre, malheureusement, les résultats d'une enquête qui ne porte que sur des opinions et des comportements individuels. Celle-ci a été menée auprès de cent trente-deux ouvrières « mariées ou l'équivalent » qui travaillent dans cinq entreprises manufacturières de la région de Québec au printemps 1981. Les résultats les plus significatifs indiquent un fort attachement de ces femmes à leur emploi : 53% d'entre elles n'ont jamais cessé de travailler et près des deux tiers ne désirent pas

arrêter de travailler. Et cela, malgré des conditions de travail qu'une forte majorité juge très mauvaises. À souligner également, un profil du partage des responsabilités familiales révélateur d'une transformation de la division des tâches entre les conjoints : plus des deux tiers des répondantes affirment partager avec leur conjoint les diverses tâches et responsabilités relatives aux travaux domestiques, aux soins et à l'éducation des enfants ainsi qu'au budget.

Ces résultats expriment, avec des données chiffrées, une réalité fort simple : les femmes travaillent pour les mêmes raisons que les hommes, c'est-à-dire pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Et en plus d'être un gagne-pain, le travail est également une source importante de satisfaction personnelle, d'où le fort attachement des femmes à leur emploi. Si plusieurs travaux ont bien documenté et analysé la participation des femmes au marché du travail, la mesure et l'analyse systématiques de leur attachement au travail reste à faire. Toutefois, depuis dix ans, les documents diffusés par les comités de la condition féminine des syndicats et par d'autres organismes qui défendent les droits des femmes au travail ont souvent fait état de l'attachement des femmes à leur travail ainsi que de la nécessité d'adopter des mesures sociales leur permettant de garder leurs emplois.

Mais ce n'est pas cet aspect des résultats qui retient l'attention des auteurs. Pour eux, ces données servent avant tout à confirmer la thèse exposée en conclusion, à savoir : « L'existence de pratiques sociales *propres* au milieu ouvrier [...] ne semblent pas acquises au terme d'une lutte des femmes, ne paraissent pas le fruit d'un militantisme ardu. Elles émergent tout simplement des pratiques quotidiennes, sans recours à une idéologie ou à un discours précis. » (P. 95.) Mais il en va bien autrement pour le lecteur féminin pris dans le labyrinthe d'une problématique confuse et contradictoire. Voulant avant tout démontrer que le milieu ouvrier est à l'abri de l'influence des différents courants idéologiques, les auteurs semblent hésiter entre différentes stratégies d'analyse et recourent tantôt à l'une, tantôt à l'autre ; et cela, au prix de multiples incohérences.

Ainsi, d'un ton qui n'est pas exempt d'ouvriérisme, les auteurs défendent la nature descriptive de leur recherche en opposant le « vécu » des ouvrières à ce qu'ils appellent les « préjugés » que véhicule nécessairement, selon eux, toute approche structurée par un cadre théorique tributaire d'une idéologie. Cela inclut tout autant les stéréotypes traditionnels, qui postulent et justifient la supériorité des hommes, que les valeurs véhiculées par le mouvement féministe, que les analyses marxistes qui interprètent les rapports sociaux en termes de conflits de classes. Livrer des faits bruts contribuerait ainsi à mettre fin aux préjugés propres à ces différentes idéologies et ferait donc œuvre de vérité.

Pourtant, A. Vinet, F. Dufresne et L. Vézina abordent la condition féminine en milieu ouvrier à travers une thématique du changement culturel, thématique nécessairement articulée à certains postulats théoriques mais qui ne sont pas explicités par les auteurs. Leur problématique idéaliste repose sur une triple opposition : entre le discours idéologique et les pratiques concrètes, entre un mouvement collectif et des pratiques individuelles ainsi qu'entre le « milieu » ouvrier et ce qui lui est extérieur. Discours collectif et pratiques individuelles étant antinomiques, le mouvement de libération des femmes est réduit à n'être qu'un élément totalement extérieur au milieu des ouvrières, qu'un discours, tandis que ce n'est que du côté des ouvrières qu'on trouve la trace de pratiques, celles-ci étant conçues comme des comportements individuels. Mais les auteurs semblent hésiter à poursuivre sur cette lancée et bifurquent parfois vers une autre interprétation de la problématique du changement culturel. De facteur exogène, étranger au « milieu » des femmes ouvrières et donc sans effet sur elles, le mouvement social qui véhicule le changement culturel devient alors un phénomène qui n'aura de réalité que s'il se traduit par des changements au niveau des conduites individuelles perceptibles chez les ouvrières qui font l'objet de l'enquête.

Après cet exposé de leur problématique, les auteurs présentent les principaux résultats de leur enquête. Ayant postulé que « les stéréotypes sexuels demeurent les principaux déterminants de [la] condition et [des] comportements [des ouvrières] » (p. 50), ils se réjouissent manifestement que leur hypothèse n'ait pas été confirmée : « Les ouvrières interrogées ont su développer des pratiques

sociales autonomes qui infirment d'une manière assez radicale l'hypothèse d'une forte stéréotypie des rôles masculins et féminins en milieu ouvrier. Cette hypothèse peut être considérée désormais comme une projection des sentiments et des préjugés des milieux intellectuels et bourgeois sur les populations "moins éduquées". » (P. 96.) Curieusement, c'est à partir du constat de l'autonomie des conduites des femmes (à l'égard des stéréotypes sexuels concernant la femme au travail) que les auteurs se permettent de mettre dans le même sac d'« intellectuels et bourgeois » les analystes qui subordonnent le travail rémunéré des femmes à leurs responsabilités domestiques et les féministes qui analysent les différentes formes d'oppression que subissent les femmes. On s'attend donc à ce qu'ils déploient toute la signification de ces résultats « originaux » à l'aide de leur problématique du changement culturel pour en faire la démonstration.

À partir du propre cadre d'analyse des auteurs, on est porté à croire que si les stéréotypes sexuels ne déterminent plus les comportements des ouvrières, c'est parce que le mouvement social qui véhicule le changement culturel n'est pas si extérieur à la classe ouvrière qu'on aurait pu le croire et, aussi, parce que son discours collectif n'est pas si dissocié des comportements individuels des ouvrières qu'on ne le pense. On suppose également que les comportements des ouvrières n'étant pas déterminés par les stéréotypes sexuels, ils expriment, dans la pratique, ce que le discours féministe affirme, témoignant ainsi de l'existence d'un mouvement social réel. Mais l'analyse et la conclusion n'offrent aucun élément de réponse à ces questions. Serait-ce parce que, dans un cas comme dans l'autre, de telles conclusions vont à l'encontre de la thèse centrale qui postule une autonomie des conduites des membres de la classe ouvrière à l'égard de tout mouvement social quel qu'il soit ? La nature uniquement descriptive de la présentation des résultats et la conclusion sommaire qui suit laissent donc le lecteur sur sa faim.

La manière de traiter les rapports des femmes avec le mouvement syndical est également révélatrice du refus des auteurs de reconnaître l'articulation de quelque mouvement social que ce soit à la classe ouvrière ou aux femmes qui en font partie. Soulignons tout d'abord qu'au cours du premier chapitre, qui trace à grands traits l'évolution du travail féminin au Québec, les auteurs font des généralisations erronées sur la place des femmes dans le mouvement syndical en s'appuyant sur des sources vieilles de plus de dix ans, comme lorsqu'ils affirment que « l'action syndicale dans le dossier de la condition féminine demeure embryonnaire : peu d'analyse, peu de préoccupation, peu de revendication » (p. 42). Au chapitre de la participation des femmes à la vie syndicale, dans la bibliographie commentée, on note la même lacune : aucun des nombreux documents syndicaux sur la condition féminine qui ont paru au Québec depuis 1975 n'y figure, alors que c'est précisément à partir de ce moment que le dossier de la condition féminine a pris une importance croissante dans le mouvement syndical. Y manquent également, en plus du dossier récent (1981) du Conseil du statut de la femme sur cette même question, le numéro spécial de la revue canadienne *Documentation sur la recherche féministe* sur les femmes et les syndicats (1981), sans parler des travaux de B. Wertheimer et A. Nelson pour les États-Unis et de ceux, tout à fait remarquables, de A. Borzeix et M. Maruani pour la France.

Quant aux réponses des ouvrières aux questions sur leur participation à la vie syndicale, les auteurs considèrent qu'elles dénotent un très faible taux de participation. Faute de points de repère, on ne peut s'empêcher de se demander si la participation des hommes serait plus grande. De plus, contrôlées par l'âge, les mêmes réponses indiquent, selon les auteurs, que les ouvrières les plus jeunes ont des comportements moins stéréotypés. Pourtant, à l'examen du tableau 19, on constate que les femmes les plus âgées sont presque aussi nombreuses que les plus jeunes à participer aux activités syndicales, alors que cette proportion diminue de moitié chez les femmes d'âge moyen. On soupçonne qu'il s'agit là de l'effet d'une variable autre que l'âge ; pourquoi n'avoir pas contrôlé par le nombre d'enfants à charge, puisque ce facteur est évoqué comme explication ? On sait effectivement que la double journée de travail constitue un obstacle énorme à la participation des femmes à la vie syndicale. Chez les femmes militantes, la proportion de celles qui sont célibataires ou sans enfant est donc beaucoup plus élevée que chez les hommes. (Voir les résultats d'une enquête

réalisée auprès de militants de la C.S.N. en 1982, reproduits dans le quatrième rapport du Comité de la condition féminine au congrès de la C.S.N.) Compte tenu que l'échantillon des répondantes est restreint à des ouvrières qui sont « mariées ou l'équivalent » et que la très grande majorité ont des enfants, on ne peut donc tirer des conclusions en ce qui a trait à la participation à la vie syndicale qui seraient généralisables à l'ensemble des ouvrières ou des syndiquées.

Certains choix méthodologiques présentés au cours du deuxième chapitre appellent aussi quelques commentaires. En premier lieu, on saisit mal quels critères ont été utilisés pour choisir les femmes à interviewer : est-ce qu'être « mariée ou l'équivalent » signifie vivre avec un conjoint, quel que soit le statut conjugal officiel (célibataire, mariée, séparée, divorcée ou veuve), critère choisi pour pouvoir explorer tout le volet du partage des tâches ? Ce choix se justifie, mais on aurait souhaité une définition plus systématique pour savoir avec précision quels travailleurs féminins sont exclus de cet échantillon. Si l'échantillon exclut non seulement les femmes sans enfant qui vivent seules, mais également celles qui sont à la tête de familles monoparentales, on peut supposer, entre autres, que le taux d'attachement des femmes à leur emploi serait encore plus élevé si on incluait celles qui ne peuvent compter que sur leur propre salaire pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants. On aurait également souhaité que les caractéristiques socio-démographiques des femmes interviewées soient situées par rapport à des paramètres plus globaux, les données de Statistique Canada permettant de le faire avec précision.

Le déséquilibre des différentes parties du livre est également tributaire d'une stratégie d'analyse boîteuse. Pas plus de la moitié des pages de ce livre ne sont consacrées à la présentation de l'enquête (la problématique, la méthode, la présentation des résultats et la conclusion), l'autre moitié étant prise par la reproduction du questionnaire, par un grand nombre de tableaux, souvent superflus, ainsi que par une longue bibliographie commentée. Celle-ci fait état de plusieurs ouvrages récents qui comprennent les travaux de quelques-uns des auteurs qui ont profondément renouvelé la perspective de la sociologie du travail à l'égard des femmes (Acker, Barron et Norris, Brown, Guilbert, Kanter, Lyle et Ross, Roby, entre autres, dans Barker et Allen ainsi que dans Stromberg et Harkness). Il est d'autant plus regrettable de ne pas en trouver la trace dans la problématique de l'enquête.

Cela nous amène à une dernière remarque — plus apte à amorcer une discussion qu'à clore le débat — qui a trait à toute la question des objets d'analyse et des méthodes d'enquête les plus pertinentes pour cerner les contours et exprimer la réalité complexe de la condition féminine en milieu ouvrier. Si une enquête d'opinions et de comportements individuels, dont les résultats sont analysés à travers une grille de caractéristiques socio-démographiques individuelles, peut avoir sa place dans un tel projet, elle ne nous semble toutefois pas l'instrument privilégié pour rendre compte de la condition des femmes en milieu ouvrier, c'est-à-dire des éléments déterminants des comportements des femmes au travail. De nombreux facteurs qui structurent les conditions de travail et d'emploi que subissent les femmes, telles les lois qui régissent le marché de l'emploi, l'organisation du travail, les politiques discriminatoires des employeurs, sans oublier l'orientation et la formation professionnelles, pèsent autrement plus lourd sur le destin de ces femmes que leurs caractéristiques socio-démographiques individuelles, tels le niveau de scolarité ou le nombre d'enfants à charge. Ces caractéristiques ne font que délimiter la marge de manœuvre plus ou moins grande dont disposent les femmes à l'intérieur des limites extrêmement contraignantes qui leur sont imposées. Notamment, dans le contexte actuel de crise économique et de chômage, on peut comprendre que l'attachement des femmes à leur emploi soit encore plus prononcé.

Ce n'est donc pas sans déception qu'on referme ce livre qui aurait pu contribuer à combler un vide important concernant les conditions de travail et de vie des femmes en usine.

Hélène DAVID